



REVUE DE PRESSE

Lundi 15 avril 2019



Alain Soral, CGT et Fed Cup

Aujourd'hui

Justice. Délibéré au procès d'Alain Soral (Photo AFP), jugé pour avoir contesté l'existence de la Shoah.

Presse. Comparution de journalistes et de médias accusés d'avoir rompu le silence sur le



procès du cardinal George Pell à Melbourne en Australie.

Chine. 30^e anniversaire de la mort de l'opposant Hu Yaobang à l'origine des manifestations de

la place Tian'anmen à Pékin.

Demain

Politique. Salon des maires d'Ile-de-France à Paris.

Justice. Jugement dans le cadre du procès parisien du scandale de la viande de cheval.

Ecologie. Angela Merkel et François de Rugy inaugurent le parc éolien Arkona d'Eon à Sassnitz en Allemagne.

Culture. Début du Printemps de Bourges.

Mercredi

International. Election présidentielle en Indonésie.

Justice. Délibéré au procès en appel de Patrick de Carolis, ancien patron de France Télévisions et Bastien Millot, ex-dirigeant de Bygmalion, pour favoritisme.

Europe. Dernière session plé-

nière du Parlement européen avant les élections, à Strasbourg.

Judi

Justice. Verdict au procès d'Abdelkader Merah, frère du jihadiste Mohamed.

Culture. Annonce de la sélection officielle du Festival de Cannes.

Vendredi

Justice. Verdict dans le procès de «la maison de l'horreur» à Riverside aux Etats-Unis.

Social. La CGT appelle à la grève dans le secteur de la grande distribution.

Ecologie. Opération de désobéissance civile à Paris contre «la République des pollueurs».

Energie. Sommet international du pétrole à Paris.

Religion. Rencontre des musulmans de France au Bourget.

Justice. Décision dans l'affaire

Denis Baupin qui a attaqué en diffamation des médias et des femmes l'accusant d'agressions sexuelles.

Samedi

Moto. Coup d'envoi des 24 Heures du Mans.

Tennis. France-Roumanie, demi-finale de la Fed Cup à Rouen après la victoire de Caroline Garcia (Photo AFP).



L'infographie

Les déchets plastiques marins les plus répandus en Europe



14%
bouteilles
plastiques



12%
emballages
alimentaires



9%
mégots
de cigarette



6%
contenants
alimentaires
à emporter



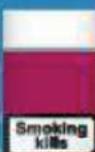
5%
bâtons
de coton-tige



4%
gobelets
plastiques



3%
contenants
de produits d'hygiène



2%
emballages
d'articles
pour fumeurs



1%
pailles,
agitateurs et
couverts plastiques



1%
sacs
plastiques

Part du total des déchets plastiques collectés dans l'environnement. Basé sur les données d'une dizaine d'études menées dans plusieurs pays européens (dont Royaume-Uni, France, Suisse, Pologne).

Sources : Statista - Earthwatch Europe

INFOGRAPHIE CL

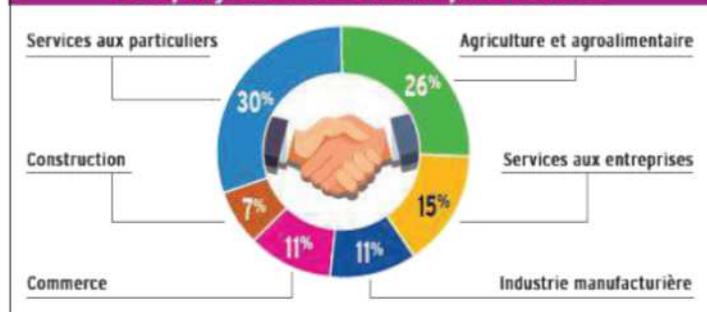
■ Les intentions d'embauche ont bondi de 11,7 % en un an en Charente ■ C'est ce que dévoile une étude de Pôle emploi ■ Quels sont les secteurs qui recrutent et sur quel bassin ? ■ On fait le point.

Charente: les projets d'embauche bondissent

2019 est la sixième année consécutive de hausse des intentions d'embauche.

+ 11,7% d'intentions d'embauche pour 2019 en Charente

Les projets d'embauche par secteur



Le top 5 des métiers qui recrutent



Bassin d'Angoulême

6.800 projets de recrutement
+ 8,8% par rapport à 2018
62,2% de projets non saisonniers
48,6% de projets jugés difficiles à pourvoir par les employeurs

Bassin de Cognac

5.200 projets de recrutement
+ 10,5% par rapport à 2018
49,8% de projets non saisonniers
1.345 projets de recrutement dans la viticulture

Bassin de Confolens

1.600 projets de recrutement
+ 30% par rapport à 2018
54,5% de projets non saisonniers
58,4% de projets jugés difficiles à pourvoir par les employeurs

Les trois métiers qui ont le plus de projets de recrutement non saisonniers

Agents d'entretien des locaux 264
Ouvriers non qualifiés de l'électricité et de l'électronique 148
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique 144

Viticulteurs, arboriculteurs salariés, cueilleurs 140
Agriculteurs salariés, ouvriers agricoles 123
Conducteurs routiers et grands routiers 115

Aides-soignants 87
Maçons, plâtriers, carreleurs 49
Aides à domicile et aides-ménagères 48

Source : enquête BMO 2019 Pôle Emploi

INFOGRAPHIE CL

Myriam HASSOUN
m.hassoun@charentelibre.fr

Agents d'entretien, aides-soignants ou salariés agricoles. Ça recrute en Charente en 2019. Les intentions d'embauche sont au beau fixe cette année, ainsi que le révèle l'enquête «besoins en main-d'œuvre», tout juste dévoilée par Pôle emploi. En tout, 13 600 projets d'embauche sont sur les tablettes des entreprises du département, ce qui représente une hausse de 11,7 % par rapport à l'an dernier. Malgré tout, la Charente connaît un niveau de croissance inférieur au niveau national (+14,8 %) comme au niveau régional (+14,6 %). En nombre de projets d'embauche, le département se classe aussi loin derrière la Gironde (75 400) et la Charente-Maritime (32 300). N'empêche. Laurent Coppin, directeur territorial délégué Pôle emploi en Charente, le si-

gnale: la tendance est plutôt bonne. «On note que 2019 est la sixième année de hausse consécutive des intentions d'embauche.» Les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois) concernent une majorité des intentions d'embauche (56,6 %). Parmi les métiers qui recrutent le plus en non saisonnier: agents d'entretien des locaux (y compris les Atsem), aides-soignants, agriculteurs salariés, aides à domicile et aides-ménagères. Parmi les métiers qui souhaitent le plus recruter en saisonnier: viticulteurs (arboriculteurs salariés, cueilleurs), agriculteurs salariés, professionnels de l'animation socioculturelle ou encore maraîchers.

Surreprésentation des emplois dans l'industrie

En Charente, l'enquête porte sur 2 757 entreprises ayant répondu au questionnaire envoyé par Pôle emploi. Au niveau régional, on sait que chaque année, 80 % des intentions déclarées se transforment en véritable engagement. «Près de huit projets sur dix se sont concrétisés l'an dernier et on sait en plus que 39 % des entreprises qui nous avaient annoncé ne pas avoir d'intention de recruter l'ont finalement fait», assure Frédéric Toubeau, directeur régional de Pôle emploi. Les résultats de l'enquête donnent donc un bon panorama des secteurs qui recrutent en ce moment.

Particularité charentaise: la surreprésentation des emplois dans l'industrie agroalimentaire et dans l'industrie manufacturière. Ils représentent 37 % des projets de recrutement. «C'est 10 points de plus que sur la Nouvelle-Aquitaine, observe Laurent Coppin. Cela montre que notre territoire est toujours très marqué par cette tradition.»

Autre point notable: une disparité selon les bassins d'emploi. Si celui d'Angoulême se taille la part du lion avec 6 800 projets de recrutement, la proportion d'établissements envisageant de recruter y est plus faible (23,4 %) que sur la Charente et la région.

Sur le bassin de Cognac, sans surprise, la part des projets de recrutement dans l'agriculture (viticulture) et dans l'industrie agroalimentaire est l'une des plus élevées de la région: elle est supérieure de 25 points à celle de la région et de 19 points à celle de la Charente. Avec une majorité de projets saisonniers et une forte part (53,6 %) de projets jugés difficiles à pourvoir par les employeurs.

Quant au bassin d'emploi de Confolens, c'est celui qui connaît la plus forte croissance des intentions d'embauche en Charente sur un an (+30 %), même s'il porte sur un petit nombre de projets (1 600) relativement au reste du département. La part des établissements envisageant de recruter sur ce bassin (22 %) est l'une des plus faibles de Nouvelle-Aquitaine.

51,7 % des projets jugés difficiles à pourvoir

Inadéquation des profils. Pénurie de candidats. Nature peu attractive du poste. C'est le top 3 des raisons évoquées par les employeurs de Nouvelle-Aquitaine quand ils jugent que leur projet d'embauche sera difficile à pourvoir. En Charente, cette difficulté concerne près de 52 % des intentions de recrutement. «Pour nous, cela signifie travailler en collaboration avec les entreprises, notamment pour les métiers qui n'ont pas une image attractive, comme la viticulture par exemple», souligne Laurent Coppin de Pôle emploi. L'effort doit aussi être porté sur la formation des candidats, notamment dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences. «En Charente, 60 % des demandeurs d'emploi ont un niveau

inférieur au bac», souligne encore Laurent Coppin. Avec Patrick Scholz, le patron de Luxor Lighting, spécialisé dans l'éclairage automobile, qui peine à trouver et à pérenniser des opérateurs, Pôle emploi a travaillé sur un recrutement par simulation. «Trouver des opérateurs n'est pas si facile que cela. Surtout, on n'a pas le temps de se tromper», témoigne le chef d'entreprise angoumois qui a pu recruter une quinzaine d'opérateurs, de tous profils, grâce à la «méthode de recrutement par simulation» de Pôle emploi et qui met plus l'accent sur les qualités personnelles qui seront utiles au travail que sur les compétences. Une autre manière de faire se rencontrer salarié potentiel et employeur en quête de main-d'œuvre.

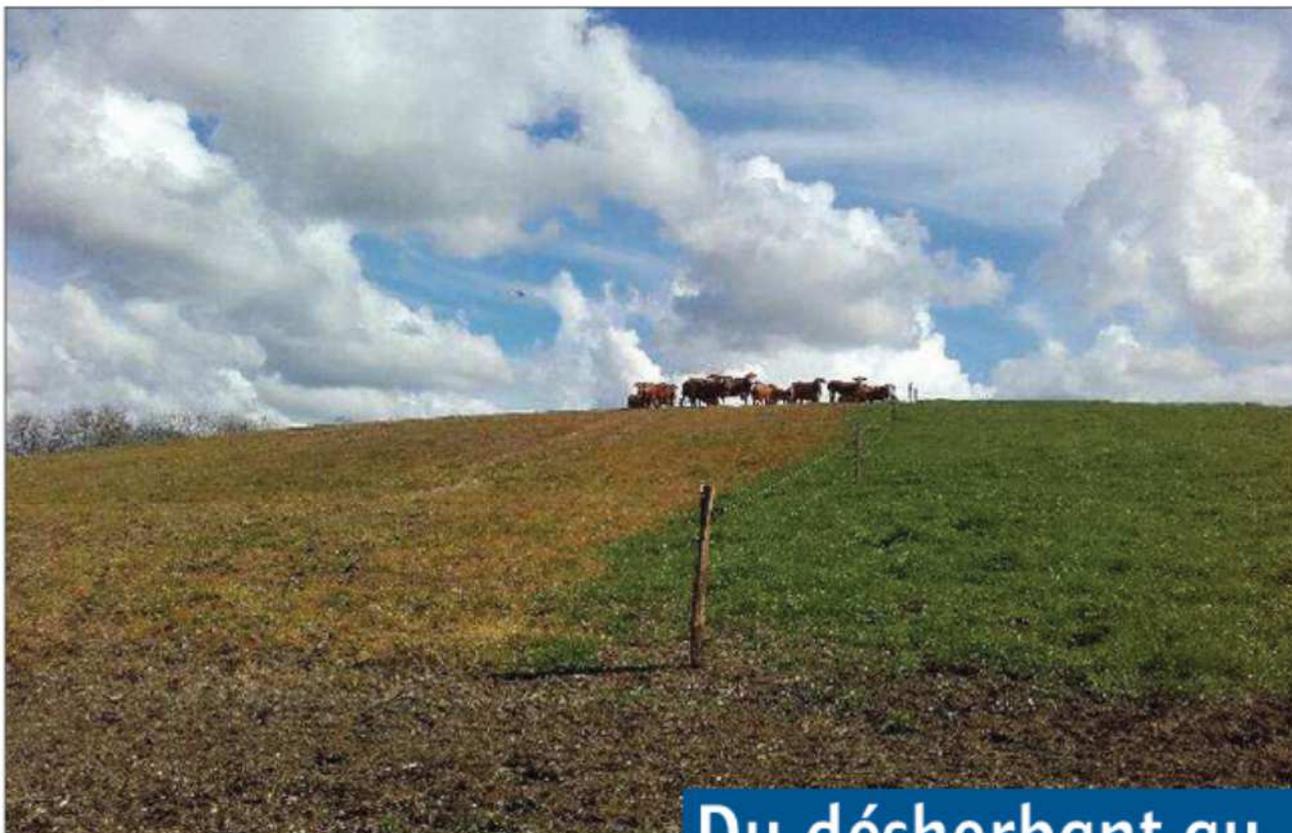
Le chiffre

+ 31 %

C'est le secteur industriel qui connaît la plus forte croissance de projets d'embauche en Nouvelle-Aquitaine. Vient ensuite celui de la construction (+28 %).



Patrick Scholz (à gauche), patron de Luxor Lighting, a fait appel à la «méthode de recrutement par simulation» de Pôle emploi pour trouver des opérateurs. Photo CL



«Et après, on se demande par quel biais le glyphosate entre dans la chaîne alimentaire?» C'est une lectrice outrée qui a pris ce cliché, la semaine dernière, dans le Confolentais... où les élus n'ont de cesse de faire la promotion de la race limousine. «Mettre des bêtes dans un champ traité au désherbant, c'est honteux», juge encore notre lectrice.

Du désherbant au menu des vaches ?

■ Alors que le soleil fait germer les envies de potager, les jardins familiaux sont déjà au travail ■ En bio, comme toujours ■ La location est gratuite et chose rare, il reste des places.

Aux jardins familiaux, la recette d'un printemps bio

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Le bio n'est pas l'exception mais la règle aux Jardins de Saint-Fiacre, l'association de potagers familiaux fondée en 1999. En bord de Charente comme à La Chaudronne, où fleurissent 70 parcelles appartenant à la Ville, l'usage de pesticides et de désherbants chimiques est proscrit noir sur blanc par le règlement intérieur. «*On ne sait pas faire autrement*», se marre Bruno Contremine quand on lui parle de cette mode qu'il pratique, lui, «*depuis trente ans*». «*Un peu de terreau de temps en temps, c'est tout ce que je mets. Quand ça donne, c'est bien; quand il y en a un peu moins, on fait avec. C'est la nature, mon vieux.*»

Savon noir, cendre... et beaucoup d'attention

En le titillant un peu, l'homme finit par convenir que la nature ne fait pas tout et chuchote quelques soins naturels qu'il prodigue à sa parcelle. Des astuces testées après avoir été attrapées à la volée, parmi d'innombrables fausses recettes miracles. La première: se doter d'un vaporisateur ou d'un pulvérisateur qui n'a jamais contenu de chimie. Il soulagera les plants des pucerons grâce à un mélange d'eau et de savon. «*De Marseille ou même du liquide vaisselle, ça les fait tomber*», précise-t-il.



Bruno Contremine a goûté ses premières fèves, samedi à La Chaudronne. Photos M. B.



Autour des 70 parcelles exploitées par l'association, les discussions sur les techniques naturelles fleurissent toute l'année.

À condition d'y revenir «*deux, trois fois par semaine*». Ce bras de fer au long cours ne tuera pas toutes les bestioles, mais les affaiblira suffisamment pour permettre aux plants de se renforcer puis de produire. Deux parcelles plus loin, chez Jean-Pierre Deycidour, tout le monde approuve. «*Le vinaigre mélangé à l'eau*

Trois lopins disponibles

Pour postuler à l'une des trois parcelles en friche impasse de Saint-Fiacre, contacter le président Alain Arramy au 06.88.06.00.62. Depuis cette année, la location des terrains est gratuite car la Ville, propriétaire du foncier, ne réclame plus de loyer. Reste l'adhésion et surtout l'engagement d'entretenir son jardin.

fonctionne aussi», abonde le jardinier. «*Je pulvérise l'eau des pâtes ou du riz quand elle est encore chaude, complète Caroline Pesnon. Et pour les cagouilles? De la cendre autour des plantes, ou des coquilles d'œuf.*» Impasse Saint-Fiacre, cette dernière technique n'a pas fait florès. «*Dures à éviter, les limaces, tempère Huê Lam. Quand les salades sont pe-*

tites, je les entoure d'écorces d'orange, elles se concentrent sur cela.»

Des astuces, les jardiniers de Saint-Fiacre et de La Chaudronne en échangent des dizaines toute l'année. Mais aucune ne vaut, d'après eux, une présence continue dans les rangées. Une manière d'avertir ceux qui ne mesureraient pas l'effort à fournir. «*En terme d'investissement, ce n'est pas rentable: il faut que ça soit un plaisir*», résume Huê Lam, qui vient de rendre sa parcelle faute de temps.

Il faut dire que la suppression d'un emploi aidé a privé, l'an passé, les jardiniers d'une précieuse aide.

Notamment pour l'entretien des parties communes, désormais assuré par les membres. La bonne nouvelle, c'est que cette année, pour la première fois de mémoire de jardinier, «*il n'y a aucune liste d'attente, il nous reste trois parcelles*», rapporte le président Alain Arramy. Une manière idéale de se lancer dans le bio dès cet été, avec les bons conseils d'un groupe de passionnés.

«Faire revivre le centre-ville, une question de volonté»

Un an après avoir obtenu l'assouplissement du stationnement au centre-ville, les commerçants restent décidés à en demander davantage à la Ville.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

L'an dernier, l'assemblée générale des commerçants du centre-ville de Cognac avait accouché d'une sacrée nouvelle avec l'annonce par le maire de la révision de la politique de stationnement payant lancée en 2017. Durant les semaines précédentes, une équipe de commerçants jusqu'alors peu actifs (ou pas encore inscrits au sein de l'association) s'était rapprochée de la Ville et avait obtenu gain de cause (lire *CL* du 28 février 2018). Le groupe a ensuite rejoint la structure pour former l'ossature du nouveau bureau, les coprésidents Christophe Mazoué (Shilton) et Éric Michaud (Maison de la presse, Carnaby) succédant à Nathalie Violette (Atol).

Vendredi, l'association a tenu une nouvelle «AG». Sans annonce spectaculaire, mais avec des idées et des requêtes adressées à la Ville, rapporte Christophe Mazoué.

Quel bilan faites-vous de la première année du nouveau bureau?

Christophe Mazoué. Il est bon. Sur le plan financier, nous étions partis avec une trésorerie à 2.000€, on a fini à 11.000€. Nous avons gagné 45 % d'adhérents, ils sont 59 actuellement et nous visons les 70 cette année. Sur le plan des actions, Noël a bien fonctionné malgré nos amis en jaune et nous avons réussi à quasiment l'autofinancer grâce au mécénat et aux partenariats, sur lequel Éric Michaud fait un gros travail. Là, on est déjà sur Noël et ce sera quelque chose de très gros.

Vous deviez créer des commissions et associer le maximum d'adhérents aux actions. Où en êtes-vous?



Le coprésident des commerçants du centre-ville, Christophe Mazoué: «On a une ville porteuse d'un nom fort mais sur la propreté, on est à la ramasse.» Photo archives M. B.

On va former trois commissions: communication, animations et urbanisme. On est une association qui fonctionne bien, même s'il nous faudrait encore plus de personnes qui s'investissent. Vendredi, on était 25, ce n'est pas assez.

Comment se passe le dialogue avec la mairie?

L'an dernier, notre proposition sur le stationnement a été efficace. Maintenant, on aimerait être davantage consultés sur ce qui se décide pour le centre. Action cœur de ville, par exemple, on se demande comment on pourra s'en servir. On nous dit que ce n'est pas un dispositif de la Ville, mais on voudrait être mis au courant. On a aussi des propositions à faire, des demandes...

À quoi pensez-vous?

La rue piétonne est dégueulasse, est-ce qu'on ne pourrait pas installer des cendriers? Un local près de la Vitrine, où les poubelles sont dehors tout le temps? On a une ville porteuse d'un nom fort mais sur la propreté, on est à la ramasse. On aimerait aussi que la rue Aristide-Briand soit à nouveau mise en musique. Le maire nous répond qu'il faudra se concerter avec les riverains, mais il ne l'a pas fait pour les 30km/h. Il y a des panneaux LED un peu partout, c'est bien, mais est-ce qu'on ne pourrait pas mettre une sorte de pupitre numérique, qui indiquerait aux touristes ce qui existe? Il y a des choses à améliorer mais on nous répond que c'est compliqué alors que faire revivre le centre-ville, c'est une question de volonté.

” La phrase

L'ambiance est bonne et puis surtout: il y a plus d'acheteurs que de promeneurs, ici.

Catherine SALMON, productrice de champagne est exposante au 10^e Salon des vins ce week-end.

Plus 20 % d'entrées samedi et un dimanche du même acabit. Ce week-end, le 10^e Salon des vins du vigneron de Saint-Sulpice Didier Bureau a encore noirci de monde l'Espace 3000, avec plus de 2.500 visiteurs. La quarantaine de producteurs (les mêmes que l'an dernier) ont rencontré leurs clients, des habitués en grande partie. Pour trouver de nouvelles têtes, il fallait se rendre chez les Champenois Olivier et Catherine Salmon, producteurs de champagne. Leur domaine est présent depuis le début mais c'était toujours le fils qui se déplaçait à Cognac. Les parents s'y sont mis cette année et ne l'ont pas regretté.

■ CHÂTEAUBERNAD

La quincaillerie du Mas de la Cour s'est présentée



Depuis l'ouverture, six personnes accueillent la clientèle. La semaine dernière, l'inauguration de la halle a permis de rappeler l'histoire de la société dans la région. Photo CL

Jeudi midi, il y avait affluence au Mas de la Cour, plus précisément dans le nouveau bâtiment de Berton SA, qui inaugurait son installation castelbernardine. En présence du maire Pierre-Yves Briand, les responsables de cette entreprise familiale née en 1931 à Rochefort, ont fait découvrir à

leurs invités un bâtiment de 1.200m² proposant 35.000 références aux professionnels ou aux particuliers (outillage à main, visserie, plomberie...). Produit du rachat en 2016 de Technic Industrie (déjà implantée au Mas de la Cour), c'est le quatrième établissement dans la région pour la société.

«Un excellent budget» voté par les élus

Patrick Lafarge, le maire de Chassors et son conseil municipal, viennent de voter le budget communal en présence de Jean-Yves Daney, le percepteur. Le premier édile affiche sa satisfaction: «*Notre commune a un excellent budget. Tous les travaux et achats sont autofinancés. Nous allons poursuivre nos efforts cette année encore avec quelques projets*». Concernant la section fonctionnement, dépenses et recettes s'élèvent à 1 113 755 euros. Pour la section investissements, dépenses et recettes s'équilibrent à 1 550 339 euros. Un autofinancement prévisionnel est dégagé par la section de fonctionnement pour 527 680 euros. Des projets sont votés.

■ **Salle annexe.** La construction d'une salle annexe est programmée pour des réunions ou pour les associations locales, avec prêt aux habitants lors des repas. C'est une demande des Capsortiens, la salle des fêtes s'avérant parfois trop grande. Elle se situera en prolongement de

ladite salle des fêtes et elle pourra accueillir une quarantaine de personnes au maximum.

■ **Travaux à l'école.** Sont prévus le changement de toutes les fenêtres (primaire et maternelle) et de tous les stores, ainsi que la réfection de la peinture de la cuisine et du local des enseignants. Il y aura de plus la pose d'une alarme aux normes.

■ **Cimetière.** Des travaux y sont inscrits, comme le gravillonnage de certains lieux, l'ouverture de deux portes: une dans le mur sur le parking du cimetière du milieu et une au milieu du mur de séparation entre le nouveau cimetière et celui du milieu. Ceci pour engendrer une meilleure accessibilité pour les personnes qui viennent se recueillir.

■ **Voirie.** Les travaux de voirie vont se poursuivre. Il reste maintenant à en déterminer les lieux.

■ **Matériel.** La municipalité envisage enfin l'achat de matériels pour faciliter le travail des agents techniques: aspirateur à feuilles, débroussailluse, sécateur électrique...

Nombreux projets sur les rails

Bernard Dupont, le maire de Nercillac et son équipe ont voté le budget communal vendredi en présence de Jean-Yves Daney, le percepteur.

Cette année encore, les taux des taxes restent inchangés: taxe d'habitation, 13,66 %; foncier bâti, 21,02 %, foncier non bâti, 40,99 %. Concernant la section fonctionnement, les dépenses se montent à 1 218 756 euros et les recettes à 1 254 756 euros. Un fonds de roulement de 36 000 euros est prévu.

Concernant la section investissement, dépenses et recettes s'équilibrent à 1 308 773 euros.

Les subventions sont accordées aux associations locales: le troisième âge, les boulistes, Soloire Tourtrat, et Team Plein Gaz recevront 355 euros chacune. La société de chasse, le comité des fêtes, le club de foot ENSR auront 660 euros chacune. L'association des parents d'élèves recevra 660 euros et une somme de 340 euros dans le cadre du voyage scolaire programmé.

La municipalité prévoit de nombreux projets pour l'année en cours. Le plus important est la réhabilitation des trois bâtiments annexes de la salle des fêtes. «*Nous avons la demande d'une salle à usage sportif, mais aussi utile dans le cadre de vins d'honneur, de repas...*», explique le maire, *nous prévoyons de faire une salle polyvalente. Elle ne sera pas chauffée*». Une salle sera donc réservée aux manifestations,

une au matériel et la dernière aux sanitaires et à la chaufferie, plus un lieu de stockage également. Il y aura un petit parking dans la cour située à l'arrière, réservée aux personnes à mobilité réduite. Ce projet s'élève à 513 000 euros TTC.

Une demande de dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et une autre auprès du Département sont en attente.

Un parking va être en outre créé le long de la rivière la Rivelette, le long de la mairie et en face de la salle des fêtes (15 000 euros).

Une extension de l'éclairage public sera effectuée (3 000 euros).

Sur la place Gourçon, la salle de découpe pour la société de chasse étant terminée, il reste à effectuer un aménagement de la place en goudron, puis un aménagement paysager (17 000 euros).

Pour les travaux de voirie: «*La commune compte 36 km de chemins communaux*, dit le maire, *nous allons procéder au goudronnage de deux derniers chemins qui vont pour l'un de Varaize aux Brandes et pour l'autre du Balet vers Bas-de-Chèvre*» (51 000 euros).

Concernant le cimetière, le jardin du souvenir sera délimité avec une bordure en granit. Il va y avoir l'achat de dix caves urnes supplémentaires ainsi que la mise en place d'une plaque pour recevoir le nom des défunts (10 000 euros).

Enfin, un broyeur sera acheté par la commune (23 000 euros).

L'heure des annonces pour Macron

- Le chef de l'Etat s'exprime ce soir à la télévision
- Une série de mesures sera annoncée
- Objectif: calmer la colère des gilets jaunes.

Pressé de toutes parts après trois mois de grand débat, Emmanuel Macron, à la peine dans les sondages, annoncera ce soir une première série de mesures pour répondre à la crise sociale des «gilets jaunes» née il y a cinq mois, et relancer son quinquennat. Selon l'Élysée, le chef de l'Etat s'exprimera à la télévision à 20h et présentera «les chantiers d'action prioritaires» et «les premières mesures concrètes» en réponse aux «préoccupations soulevées» par les Français. Dans un deuxième temps, il tien-

«Nous avons décidé de transformer les colères en solutions.»

dra mercredi la première conférence de presse en France de son quinquennat, pour évoquer ce que son entourage promet être des «changements en profondeur». «Nous avons décidé de transformer les colères en solutions», assure Emmanuel Macron dans un



À l'issue des trois mois de grand débat, le chef de l'Etat annoncera une série de mesures ce soir à la télévision.

Photo AFP

tweet où figure une vidéo reprenant des extraits de son tour de France pour le grand débat.

Hier soir, Emmanuel Macron a mis la dernière patte à ses annonces, en recevant le Premier ministre Édouard Philippe et une partie de son gouvernement. Tout le week-end, il s'est préparé d'arrache-pied à son intervention entouré, entre autres, de ses conseillers les plus proches, le secrétaire général Alexis Kohler, le Premier ministre, et en consultant des poids lourds de la majorité comme le président du MoDem François Bayrou ou le président LREM de l'Assemblée nationale Richard Ferrand. Parmi les pistes évoquées figurent une baisse de l'impôt sur le re-

venu avec l'éventuelle mise en place de nouvelles tranches pour le rendre plus progressif et la réindexation des «petites retraites» sur l'inflation.

«La réponse sera massive»

Egalement sur la table: la prise en compte du vote blanc, la suppression des avantages des anciens présidents, Premiers ministres et ministres, la création de conseillers territoriaux - réforme proposée par Nicolas Sarkozy -, l'amélioration du paiement de la pension alimentaire aux mères célibataires. Ou encore des aménagements pour la limitation à 80km/h.

«La réponse sera massive», a assuré vendredi Stéphane Séjourné, directeur de la campagne de LREM pour les Européennes. Des décisions «puissantes et concrètes», selon le Premier ministre Édouard Philippe, avec «des grands chantiers» sur le plus long terme. Mais les oppositions en doutent. La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen, dont la liste aux Européennes talonne celle de LREM, s'attend «à quelques modifications minimes, anecdotiques» que Macron «présentera à grands coups de trompettes». Sur RTL/LeFigaro/LCI, Marine Le Pen a de nouveau défendu «une dissolution» l'Assemblée nationale et la mise en place d'un

«Pas de seconde chance» selon Gérard Larcher

Emmanuel Macron «n'aura pas de seconde chance» et les réponses «ne pourront pas être uniquement cosmétiques ou purement institutionnelles», estimait samedi le président du Sénat Gérard Larcher dans un entretien au Figaro. La pression est considérable sur le chef de l'Etat, de nouveau en première ligne après une semaine où le Premier ministre Édouard Philippe a préparé le terrain en vue de la réponse présidentielle. «Le président va devoir annoncer certaines mesures dans un temps court et parallèlement lancer des chantiers de plus long terme au-delà des pulsions du moment», ajoute Larcher. «Les réponses ne pourront pas être uniquement cosmétiques ou purement institutionnelles. Il lui faudra faire preuve de pédagogie dans ses choix, présenter un calendrier et une méthode. Les Français ont besoin de confiance et de rassemblement, d'un nouveau souffle et pas de coups», affirme le sénateur d'opposition de droite.

système de «proportionnelle avec une prime au parti arrivé en tête». «S'il y a un tournant à prendre (...) c'est une baisse durable des impôts pour tous les Français», a pour sa part plaidé hier le patron des Républicains, Laurent Wauquiez, sur BFMTV. A gauche, Raphaël Glucksmann, tête de liste PS/Place publique aux Européennes, interrogé sur Europe1/CNews/LesEchos, juge que la priorité c'est de «mettre fin à l'injustice fiscale (...) soit en rétablissant l'ISF, soit en établissant une nouvelle tranche d'imposition sur les plus hauts revenus».

Acte 22: des heurts à Toulouse, «capitale des gilets jaunes»

Proclamée «capitale» de la révolte fluo pour le 22^e acte, la Ville Rose a été le théâtre d'affrontements entre manifestants et force de l'ordre.

Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont émaillé samedi le rassemblement de quelque 4.500 «gilets jaunes» à Toulouse, selon la police, alors que la Ville Rose était proclamée «capitale» du mouvement pour son 22^e acte. Peu après 20h, la préfecture de Haute-Garonne dénombrait 14 blessés «en urgence relative», dont un représentant des forces de l'ordre, 11 manifestants et deux passants. Par ailleurs, 37 personnes ont été interpellées dans le centre, notamment pour des jets de projectiles, dégradation ou port d'arme. La préfecture précise que parmi ceux-ci, plusieurs personnes ont

été interpellées sur le fondement de la nouvelle loi anti-casseurs «pour dissimulation volontaire du visage».

Des manifestants cagoulés

La tension est montée très vite, moins d'une heure après le début du cortège sur une grande avenue menant au centre historique. Les manifestants s'y sont heurtés à des barrages des forces de l'ordre qui ont avancé pour les cantonner, tirant gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes. Des «individus habillés en noir, masqués ou cagoulés, équipés, ont pris à partie les forces de l'ordre

avec de multiples jets de projectiles et feux d'artifices», a affirmé la préfecture, chiffrant à «plusieurs centaines de personnes les profils violents». Sans parcours défini, les manifestants ont pendant plusieurs heures après les premiers incidents circulé en ville, resserrant régulièrement leurs rangs pour être alors dispersés par la police qui a notamment fait usage de canons à eau. Une remorque de chantier puis plus tard une camionnette et un scooter ont été incendiés, tandis qu'une moto de police, du mobilier urbain et des vitres ont été dégradés. A 18h, le calme était globalement revenu mais avec encore des groupes de manifestants refusant de quitter la rue.



Au total, 37 personnes ont été interpellées notamment pour des jets de projectiles. Photo AFP

Ses adieux au Parlement européen et à la politique

JEAN-MARIE LE PEN À 90 ans, le cofondateur du Front national ne brigue plus de mandat

Deux semaines après Abdelaziz Bouteflika, chassé du pouvoir par la rue d'Alger, une autre figure de cette génération marquée par la guerre d'Algérie s'apprête à faire ses adieux à la vie politique. Demain, Jean-Marie Le Pen quittera le Parlement européen où il a été élu sept fois d'affilée, sans s'y montrer particulièrement assidu. Il s'est agit de son mandat principal puisqu'il n'a été député en France, sur la même période, que de 1986 à 1988.

L'affaire des assistants

C'est le scrutin européen du 18 juin 1984 qui a permis au FN, alors partisan d'une sortie de la France de l'Europe, de percer en franchissant pour la première fois la barre des 10 % au plan national. Chambre d'écho inespérée, le Parlement de

Strasbourg fut aussi l'un des pires ennemis de ce parti, devenu le RN l'an dernier. Il est aujourd'hui accusé par la justice d'y avoir mis en place un « système de détournement », à son profit, des rémunérations de ses assistants parlementaires. Visé par des procédures de recouvrement pour les emplois présumés fictifs de ses assistants, il doit rembourser au Parlement 320 000 euros.

Ses adversaires ne sont pas davantage cléments : l'eurodéputée PS Pervenche Bérès, élue depuis 1994, se souvient qu'il prenait « de la place avec son service de sécurité, mais qu'il n'a rien fait » sur le plan politique. Fataliste, Jean-Marie Le Pen a même reconnu : « Je n'aurai pas beaucoup de mains à serrer en partant ».

DANS LE DÉPARTEMENT

Les collectes de sang jusqu'à la fin avril



Champniers, salle polyvalente, aujourd'hui 16 h 30 à 19 h 30. Nersac, salle communale, demain, 17 h à 20 h. Pranzac, salle des fêtes, mercredi 16 h 30 à 19 h 30. Vindelle, salle des fêtes, jeudi 16 h 30 à 19 h 30. Dignac, salle polyvalente, mardi 23 de 16 h 30 à 19 h 30. St-Yriex Domaine de la Combe jeudi 25 16 h 30 à 19 h 30. Roullet St-Estèphe, salle des fêtes, vendredi 26, 17 h à 20 h. Condac salle polyvalente lundi 29 16 h 30 à 19 h 30. La Couronne, salle des fêtes, mardi 30 de 16 h 30 à 19 h 30. R.A.

Un Cognçais à la tête d'une liste paneuropéenne



LE PIÉTON

POLITIQUE Louis Drounau, 33 ans, porte les couleurs d'un jeune parti, Volt, qui veut transcender les frontières

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

Il est l'un des rares Charentais en lice pour les élections européennes. Né à Cognac en 1985, Louis Drounau figure en haut de la liste de Volt Europa, juste derrière une des cofondatrices du mouvement, Colombe Cahen-Salvador. Il a quitté un travail aux Nations unies en octobre, une mission sur le développement urbain au Kenya, pour se consacrer pleinement à la campagne de ce parti neuf et novateur (lire ci-contre).

Il a du pain sur la planche. Volt Europa peine encore à faire entendre sa voix fédéraliste. « On n'est pas naïf. On sait que l'élection est très disputée, qu'il y a beaucoup de barrières pour les jeunes entrants. Notre but, c'est d'avoir des représentants. On vise 25 élus dans sept pays. »

Parcours international

Le jeune homme affiche un parcours très dense. Son père, Jack Drounau, était directeur général du cognac Martell. Évincé en 1999, il rebondit en rachetant la maison Calvet, à Bordeaux. Louis, dernier d'une fratrie de cinq, avait 14 ans. « Cognac est resté pour moi un point de chute, pour les vacances. C'est un peu comme un ressort, plus on s'éloigne, plus on revient fort. »

Louis Drounau suit une prépa en mathématiques au Prytanée national militaire, puis rejoint l'école normale supérieure à Lyon, en informatique fondamentale. Mais la vie de chercheur n'est pas faite pour lui. Il bifurque sur l'école supérieure de commerce de Paris. « Au moment de préparer le concours, je me suis ouvert sur les questions sociétales. J'ai fait mon



Louis Drounau considère Jean Monnet comme une figure inspirante. PHOTO P.H.M.

stage à l'ambassade de France en Chine, au moment où la France présidait l'Union européenne, en 2008. Cela a cimenté mon goût pour les affaires publiques. »

Il complète son riche CV avec un Master en relations internationales à Paris II, puis part en stage aux Nations unies, à New York, où il travaille sur le désarmement dans les zones à risques. Il y aura ensuite une mission d'un an et demi auprès du Conseil de l'Europe sur le blanchiment d'argent. Une autre sur la réponse européenne au virus Ebola en Afrique de l'Ouest. Une mission autour du maintien de la paix en Côte d'Ivoire pour l'ONU. Mais aussi un an de bénévolat dans un centre d'accueil pour migrants à Palerme, en Sicile.

Inspiré par Jean Monnet

Ce grand voyageur se reconnaît dans la figure d'un autre Cognçais globe-trotter, Jean Monnet. Il a donné son nom à un prix pour l'intégration européenne délivré par une association qu'il préside, « European Constitution ». La vocation de celle-ci ? Rien d'autre que de réécrire la constitution eu-

« Progressiste et pragmatique »

VOLT EUROPA se revendique comme le premier parti transnational, c'est-à-dire qu'il mène sa réflexion à l'échelle de l'Union européenne, et non des États. « Le mouvement a été créé en mars 2017, au moment de l'annonce du Brexit. Ce vote était un électrochoc. L'idée de fond, c'était de créer véritablement une démocratie européenne. Aucun des grands défis du XXI^e siècle, l'urgence climatique, la sécurité, la hausse des inégalités, la réponse à la mondialisation ne peuvent être gérés à l'échelle d'un État », estime Louis Drounau. Si l'on comparait le fonctionnement actuel de l'Union européenne à la France, « c'est comme si chaque Région avait droit de veto à l'Assemblée nationale. » Son parti défend une approche globale, et non pays par pays. « Nous ne sommes ni de droite, ni de gauche. Nous sommes paneuropéens, progressistes et pragmatiques », résume le jeune candidat. Volt Europa veut donner du champ aux entreprises mais considère comme « impératif de faire l'Europe sociale ». Le parti est présent dans 32 pays, avec 25 000 membres.

ropéenne. « Le document actuel, personne ne peut le comprendre ! On a développé un texte d'une quinzaine de pages pour montrer à quoi peut ressembler une constitution. »

Cette implication l'a logiquement mené à croiser la route de Volt Europa. Louis Drounau a adhéré en novembre 2017, apportant sa contribution aux réflexions du jeune parti, en particulier sur

la réforme des institutions. « Je ne suis pas un habitué de la politique. Pour moi, il s'agit de gérer ensemble des règles communes. Si l'on veut intéresser les gens, il faut que ce soit accessible. La constitution de 2004 est l'inverse de ça. » Il ne se voit pas faire « carrière » en politique. Il vit cet épisode comme un « engagement sur une question d'idées. Si ça ne marche pas, je n'aurai pas de regrets. »

Relais l'information donnée par Michel Adam. Pour que son livre de mémoires soit publié par Gestes éditions (« SudOuest » du 16 mars), il lui fallait réunir au départ 200 souscriptions au minimum. Mais bonne nouvelle, ce seuil a été baissé à 150. « Et nous y sommes presque, avec 120 souscriptions reçues à ce jour et 15 promesses non encore concrétisées », écrit-il dans un courriel. Autrement dit, il lui manque encore une quinzaine pour que l'ouvrage puisse voir le jour. Encore un petit effort et on pourra se régaler des mémoires de cet activiste engagé sur de nombreux fronts, peut-être avant l'été.

AGENDA

AUJOURD'HUI

« **Génération croisées** ». Exposition sur le long de la promenade des quais, réalisée par la classe de Troisième Cdu collège Claude-Boucher et par des participants du Cep'âge.

Info 16. De 10 h à 12 h, permanence aux couloirs et démarches administratives dans un espace confidentiel, au 53 rue d'Angoulême. Gratuit, sur rendez-vous au 05 45 82 62 00.

Balade à pied ou à vélo. 7 km de chemin aménagé le long de la Charente, à la base plein-air André-Mermet. Tél. 05 45 82 46 24. Départ de la boucle 24 de Charente vélo : un circuit découverte de 23 km (facile) et un circuit d'exploration de 41 km (difficile).

UTILE

« **Sud Ouest** » rédaction.
9, place François-I^{er}, 16 100 Cognac.
Courriel : cognac@sudouest.fr
Tél. 05 45 36 62 80.
Fax. 05 45 36 62 89.

« **Sud Ouest** » publicité.
Tél. 05 45 36 62 85.
Fax. 05 45 36 62 89.

Jean-Monnet : une autre voix des profs

ÉDUCATION Tous les professeurs du lycée Jean-Monnet ne sont pas hostiles à la réforme du lycée et veulent le faire savoir

Nous avons, par deux fois dans ces colonnes, donné la parole aux professeurs du lycée cognacais hostiles à la réforme du lycée et qui avaient mené des actions auprès des parents d'élèves pour les sensibiliser à leurs arguments, la dernière en date étant jeudi (« Sud Ouest » du 13 avril).

Via un e-mail, les professeurs plus favorables à la réforme ont voulu donner leur sentiment. En voici quelques extraits. « Le point de vue des professeurs contestataires est, certes, bruyant et médiatisé mais est-il majoritaire ? Est-il honnête ? Nous ne le pensons pas. Une votation au sujet de la réforme du lycée, à l'initiative des enseignants protestataires, a eu lieu entre le 6 et le 11 avril 2019 en salle des professeurs. Sur 86 professeurs, 24 ont voté. Sur les 24 votes exprimés, 14 étaient contre la réforme », introduisent-ils

« Décalage abyssal »

Pour eux, la réforme est nécessaire car on constate « près de 70 % d'échec en Licence 1 parce que le décalage entre les exigences du baccalauréat et du supérieur est devenu abyssal : la faute aux réformes



Le lycée Jean-Monnet, où deux voix de profs s'expriment. ARCH. A. L.

depuis 20 ans qui ont amoindri les contenus, prôné le saupoudrage, baissé le niveau d'exigence ». Ils défendent cette réforme qui « recentre les apprentissages sur trois spécialités dans lesquelles l'élève deviendra un réel spécialiste (le niveau atteint en fin de terminale sera beaucoup plus élevé qu'actuellement), tout en conservant des enseignements communs de moindre poids et de moindre difficulté pour la culture généraliste ».

Certes, « elle va demander un travail considérable les deux années scolaires qui viennent avec, par discipline et chaque année, deux ou trois nouveaux programmes à pré-

parer. C'est peut-être là que le bât blesse... », concèdent-ils. Mais pour ces professeurs, c'est le moment d'initier le travail en équipe avec répartition des tâches. « Une telle organisation deviendra nécessaire avec les contrôles communs en cours d'année basés sur des sujets nationaux (avec anonymat et échange des copies) : fin des disparités d'évaluation entre les classes ; un grand pas vers l'équité. 40 % de contrôle continu pour une valorisation du travail régulier, le plus efficace. Moins d'épreuves finales, ce qui permet un recentrage des révisions en fin d'année... ». Bref, pour ces profs que du positif.

La région crée des postes mais manque encore de bras

EMPLOI Les besoins de main-d'œuvre sont en hausse, les difficultés à recruter aussi...

En matière de main-d'œuvre, le tissu économique de la Nouvelle-Aquitaine semble toujours plus demandeur.

Cette année, 27,4 % des 168 000 établissements de la région, interrogés par Pôle emploi, dans le cadre de son enquête annuelle Besoin de main-d'œuvre (BMO) envisagent de recruter. Une proportion en hausse de 1,2 % par rapport à 2018.

258 000 recrutements en 2019

Une tendance qui se traduit par des chiffres records en matière de projets de recrutement. En 2019, les employeurs néo-aquitains envisagent de créer 33 000 postes de plus qu'en 2018.



Dans les services, les serveurs sont les plus recherchés. ILLUS. X.L.

Au total, l'économie régionale devrait générer 258 000 recrutements, dont 143 164 recrutements non saisonniers. C'est la deuxième année, seulement, que l'emploi non saison-

nier s'avère plus massif que l'emploi saisonnier. 20 % des projets sont issus du secteur de l'industrie agroalimentaire et de l'agriculture. C'est 8 % de plus qu'à l'échelon national. Une

dynamique d'un secteur fort de la région qui explique, également, que la part des projets saisonniers soit plus importants dans la région (44,5 %) qu'au plan national (33,8 %).

Serveurs très recherchés

56 % des besoins de main-d'œuvre sont issus des secteurs de la vente, du tourisme et des services qui auront, au total, besoin de 93 100 salariés cette année.

L'emploi le plus recherché est serveur (se) de café, de restaurant avec 12 200 projets de recrutement. À noter que 11 % des besoins de main-d'œuvre concernent le commerce. L'industrie manufacturière pèse à hauteur de 7 % de ce besoin de main-d'œuvre en Nouvelle-Aquitaine.

Les dix bassins d'emploi les plus demandeurs en main-d'œuvre de la Nouvelle-Aquitaine sont : Bordeaux (44 900 postes), le Pays bas-

que (12 700), le Béarn (12 100), La Rochelle, Dax (11 200), Poitiers, Mont-de-Marsan (8 900), Arcachon (7 900), Agen (7 800), Angoulême (6 800).

L'étude de Pôle emploi confirme, cette année encore, une hausse des besoins de main-d'œuvre en France en général et dans notre région en particulier. Une hausse qui, malheureusement, se heurte à des difficultés toujours plus grandes des entreprises pour trouver leur bonheur sur le marché du travail. Sur 258 000 projets de recrutement, 133 125, soit 51,7 %, sont jugés difficiles par les employeurs néo-aquitains. Les postes les plus difficiles à pourvoir sont, sans surprise, ceux qui sont aussi les plus recherchés. Dans l'ordre décroissant : viticulteurs, arboriculteurs, cueilleurs, ouvriers agricoles, serveurs de cafés et restaurants, aide à domicile.

P.R.